Spedizione in abbonamento postale

Anno 92° — Numero 134

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Venerdì, 15 giugno 1951 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA Abbonamento annuo L. 6024 Semestrale L. 3516 Trimestrale L. 2012 Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA Abbonamento annuo L. 6024 Semestrale L. 3516 Trimestrale L. 2012 Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze), via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3, in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa ,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze) Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa ,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

RICOMPENSE AL VALOR MILITARE

Decreto 28 luglio 1950
registrato alla Corte dei conti l'11 dicembre 1950
registro Presidenza n. 43, foglio n. 117

E' concessa la seguente decorazione al volor militare:

MEDAGLIA DI BRONZO

TUNINO Marcello di Gabriele e di Campini Lavinia, da Pola, classe 1925, allievo ufficiale, partigiano combattente (*alla memoria*). — Arruolatosi volontario in una formazione partigiana si offriva di far parte di una pattuglia destinata ad un ardito colpo di mano contro una formazione corazzata avversaria. Scontratosi con un reparto tedesco di protezione alla formazione stessa si comportava da valoroso e teneva fronte al preponderante nemico, finchè colpito a morte cadeva, facendo olocausto della giovane vita alla Patria. — Val Casotto, 14 marzo 1944.

(2058)

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 9 dicembre 1950, n. **1302.**

Erezione in ente morale della Cassa scolastica della scuola elementare « Luigi Innamorati » di Città Sant'Angelo (Pescara).

N. 1302. Decreto del Presidente della Repubblica 9 dicembre 1950, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica della scuola elementare « Luigi Innamorati » di Città Sant'Angelo (Pescara), viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: PICCIONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 31 *maggio* 1951

LEGGE 11 maggio 1951, n. 393.

Ratifica del Trattato di amicizia, di conciliazione e di regolamento giudiziario, concluso a Roma fra l'Italia e la Turchia il 24 marzo 1950.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il Trattato di amicizia, di conciliazione e di regolamento giudiziario concluso a Roma tra l'Italia e la Turchia il 24 marzo 1950.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Trattato suddetto a decorrere dalla data della sua entrata in vigore.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale.*

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 11 maggio 1951

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA

Visto, *il Guardasigilli*: PICCIONI

Traité d'Amitié, de Conciliation et de Règlement Judiciaire entre la République Italienne et la République Turque.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

ET

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE

animés d'un égal désir de resserrer toujours davantage les liens d'amitié existant entre leurs deux Pays;

soucieux de suivre, en toute circonstance, une politique de bonne entente;

voulant affirmer leur désir de contribuer à l'œuvre de la paix générale et de résoudre, selon les principes du Droit International et de la Charte des Nations Unies, les différends qui viendraient à s'élever entre l'Italie et la Turquie;

ont résolu de conclure un Traité d'Amitié, de Conciliation et de Règlement Judiciaire, et ont désigné, à cet effet, pour Leurs Plénipotentiaires:

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE:

Son Excellence le Comte Carlo SFORZA, Sénateur, *Ministre des Affaires Etrangères,*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE:

Son Excellence Necmeddin SADAK, Député de Sivas, *Ministre des Affaires Etrangères,*

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1

Il y aura paix et amitié perpétuelles entre l'Italie et la Turquie.

Art. 2

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que tous les différends de quelle nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre Elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique normale, seront soumis à la procédure de conciliation prévue par les articles 6 à 17 ci-après.

En cas d'échec de la procédure de conciliation, un règlement judiciaire sera recherché conformément aux articles 18 à 22 du présent Traité.

Art 3

Les dispositions de l'article précédent ne s'appliquent pas aux questions qui, en vertu des Traités en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes, rentrent dans la compétence de l'une d'Elles, ni aux questions qui se rapportent aux droits de souveraineté. Chacune des Parties aura le droit de déterminer, par une déclaration écrite, si une question relève du droit de souveraineté, l'autre Partie pouvant, en cas de contestation, recourir à l'arbitrage ou à la Cour Internationale de Justice pour faire décider de cette question préjudicielle.

La sentence arbitrale sera rendue d'après les principes du Droit International.

Les dispositions de l'article précédent ne s'appliquent également pas aux différends nés de faits qui sont antérieurs au présent Traité.

Art 4

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres Conventions en vigueur entre les Parties en litige, seront réglés conformément aux dispositions de ces Conventions.

Art. 5

1. — S'ils s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette Partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par le présent Traité avant qu'une décision définitive ait été rendue dans des délais raisonnables par l'autorité compétente.

2. — La Partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par le présent Traité devra notifier à l'autre Partie son intention dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

Art. 6

Une Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Traité.

Cette Commission sera composée de trois Membres.

Les Hautes Parties Contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs. Elles désigneront, d'un commun accord, le président qui ne devra ni être ressortissant des Hautes Parties Contractantes ni avoir sa résidence habituelle sur leurs territoires, ni se trouver à leurs services. Si, à défaut d'entente, la nomination du président n'intervient pas dans le délai prévu à l'alinéa précédent, ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, il sera désigné de la façon suivante:

Chacune des deux Hautes Parties Contractantes présente deux candidats pris sur la liste des membres de la Cour Permanente d'arbitrage de la Haye en dehors des membres désignés par les Parties et n'étant les nationaux d'aucune d'Elles. Le sort détermine lequel des candidats ainsi présentés sera le président.

Dans le cas où l'une des Hautes Parties Contractantes ne présenterait pas ses candidats, il appartiendrait au Président de la Cour de désigner, sur la demande de l'Une d'Elles, le président de la Commission permanente.

Les commissaires sont nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement et, en tous les cas, jusqu'à l'expiration de leur mandat.

Tant que la procédure n'est pas ouverte, chacune des Hautes Parties Contractantes aura le droit de révoquer le commissaire nommé par Elle et de lui désigner un successeur. Elle aura aussi le droit de retirer son consentement à la nomination du président.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite d'expiration de mandat, de révocation, de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Art 7

La Commission de Conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président, par les deux Parties agissant d'un commun accord, ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties. La requête, après avoir exposé l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée en même temps par celle-ci à l'autre Partie.

Art. 8

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties aura porté un différend devant la Commission de Conciliation, chacune des Parties pour-

ra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Art. 9

La Commission de Conciliation se réunira, sauf accord contraire des Parties, au lieu désigné par son président.

Art. 10

La Commission de Conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles et de s'efforcer de concilier les Parties.

Après examen de l'affaire elle formulera, dans un rapport, des propositions en vue du règlement du différend.

Art. 11

La procédure devant la Commission de Conciliation sera contradictoire.

La Commission réglera elle-même la procédure en tenant compte, sauf décisions contraires prises à l'unanimité, des dispositions contenues au titre IIIème de la Convention de La Haye du 18 Octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Art. 12

Les délibérations de la Commission de Conciliation auront lieu à huis clos, à moins que la Commission, d'accord avec les Parties, n'en décide autrement.

Art. 13

Les parties auront le droit de nommer auprès de la Commission des agents conseils et experts, qui serviront en même temps d'intermédiaires entre Elles et la Commission, ainsi que de demander l'audition de toute personne dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents conseils et experts des deux Parties ainsi qu'à toute personne qu'elle jugerait utile de faire comparaître, avec l'assentiment de leurs Gouvernements.

Art. 14.

Les Parties s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de Conciliation et en particulier à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user de tous les moyens dont Elles disposent d'après leur législation pour lui permettré de procéder à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts.

Art. 15

La Commission de Conciliation présentera son rapport dans les quatre mois à compter du jour où elle a été saisie du différend, à moins que les Parties ne conviennent de prolonger ce délai.

Un exemplaire du rapport sera remis à chacune des Parties. Le rapport n'aura, ni quant à l'exposé des faits, ni quant aux considérants juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale.

Art. 16

La Commission de Conciliation fixera le délai dans lequel les Parties auront à se prononcer au sujet des propositions de règlement contenues dans son rapport. Ce délai ne dépassera pas trois mois.

Art 17

Pendant la durée effective de la procédure, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté de commun accord entre les Parties qui en supporteront chacune une partie égale.

Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la Commission seront répartis de la même façon.

Art. 18

Si l'une des Parties n'accepte pas les propositions de la Commission de Conciliation ou ne se prononce pas dans le délai fixé par son rapport, chacune d'Elles pourra demander que le litige soit soumis à la Cour Internationale de Justice.

Dans le cas où, de l'avis de la Cour de Justice, le litige ne serait pas d'ordre juridique, les Parties conviennent qu'il sera tranché ex aequo et bono.

Art. 19

Les Parties Contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, les compétences particulières qui pourraient être dévolues à la Cour Internationale de Justice, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre Elles.

Le compromis sera établi par échange de notes entre les Gouvernements des Parties Contractantes.

Il sera interprété en tous points par la Cour de Justice.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties a été saisie d'une demande aux fins de règlement judiciaire, chaque Partie pourra saisir la Cour de Justice par voie de simple requête.

Art. 20

Si la Cour Internationale de Justice établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties Contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, il serait accordé à la Partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Art. 21

L'arrêt rendu par la Cour Internationale de Justice sera exécuté de bonne foi par les Parties.

Les difficultés auxquelles son interprétation pourrait donner lieu seront tranchées par la Cour de Justice, que chacune des Parties pourra saisir à cette fin par voie de simple requête.

Art. 22

Durant le cours de la procédure de conciliation ou de la procédure judiciaire, les Parties Contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une réper-

cussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission de Conciliation ou sur l'exécution de l'arrêt de la Cour Internationale de Justice.

Art. 23

Si une procédure de conciliation ou une procédure judiciaire est pendante lors de l'expiration du présent Traité, elle suivra son cours conformément aux dispositions du présent Traité ou de tout autre Traité que les Parties Contractantes seraient convenues de lui substituer.

Art. 24

Les contestations qui pourraient surgir, soit dans l'interprétation, soit dans l'exécution du présent Traité, seront soumises directement, par voie de simple requête, à la Cour Internationale de Justice.

Art. 25

Le présent Traité sera ratifié dans le plus bref délai possible et entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications qui aura lieu à Ankara. Il aura une durée de cinq ans à partir de la date de l'échange des instruments de ratification. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il restera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité et l'ont muni de leurs sceaux.

Fait à Rome, en langue française, en double exemplaire, le 24 mars 1950.

Pour l'Italie: SFORZA

Pour la Turquie: SADAK

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

Rome, le 24 mars 1950

Excellence,

Les pourparlers, visant à la conclusion d'un Traité d'Amitié, de Conciliation et de Règlement Judiciaire entre l'Italie et la Turquie ont heureusement abouti, et ce Traité a été signé aujourd'hui. A cette occasion j'ai l'honneur de faire part à Votre Excellence de l'intention de mon Gouvernement d'assurer également une base de développement aux relations culturelles appelées à favoriser une compréhension et une amitié toujours plus intimes entre les peuples de nos deux Pays, tous deux membres du Conseil de l'Europe.

A cet effet, le Gouvernement Italien se déclare disposé à discuter par la suite, avec le Gouvernement Turc la conclusion d'un accord culturel entre les deux Pays.

Veuillez agréer, Excellence, les assurances de ma très haute considération.

SFORZA

Son Excellence
Necmeddin SADAK Député de Sivas
Ministre des Affaires Etrangères — ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

Rome, le 24 mars 1950

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de Sa Note en date de ce jour conçue en ces termes:

« Les pourparlers, visant à la conclusion d'un Traité d'Amitié, de Conciliation et de Règlement Judiciaire entre l'Italie et la Turquie ont heureusement abouti, et ce Traité a été signé aujourd'hui. A cette occasion j'ai l'honneur de faire part à Votre Excellence de l'intention de mon Gouvernement d'assurer également une base de développement aux relations culturelles appelées à favoriser une compréhension et une amitié toujours plus intimes entre les peuples de nos deux Pays, tous deux membres du Conseil de l'Europe.

A cet effet, le Gouvernement Italien se déclare disposé à discuter par la suite, avec le Gouvernement Turc la conclusion d'un accord culturel entre les deux Pays ».

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que, pour sa part, le Gouvernement Turc convient de l'opportunité de favoriser aussi les relations culturelles entre les deux Pays et se déclare, en conséquence, disposé à discuter la conclusion d'un accord culturel entre les deux Gouvernements conformément au désir exprimé par Votre Excellence.

Veuillez agréer, Excellence, les assurances de ma très haute considération.

SADAK

Son Excellence
le Comte Carlo SFORZA
Ministre des Affaires Etrangères - ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

LEGGE 23 maggio 1951, n. 394.

Conservazione del posto di lavoro alle lavoratrici madri.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Articolo unico.

L'art. 6 della legge 26 agosto 1950, n. 860, è sostituito dal seguente:

« L'Ispettorato del lavoro può disporre la estensione del periodo di assenza dal lavoro di cui alla lettera *a*) del precedente articolo per un ulteriore periodo d'assenza obbligatoria fino a sei settimane, quando ritiene, sulla base di accertamento medico, che le condizioni di lavoro o ambientali possano essere pregiudizievoli alla salute della donna o del bambino.

« Inoltre la lavoratrice ha diritto di assentarsi dal lavoro, trascorso il periodo di assenza obbligatoria di cui alla lettera *c*) del precedente articolo, per un periodo di mesi sei, durante il quale le sarà conservato il posto a tutti gli effetti dell'anzianità.

« Le disposizioni di cui al successivo art. 17 non si applicano durante il periodo di sei mesi di cui al precedente comma ».

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 23 maggio 1951

EINAUDI

DE GASPERI — MARAZZA — PICCIONI — PELLA — SEGNI — TOGNI

Visto, *il Guardasigilli*: PICCIONI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 10 aprile 1951, n. 395.

Istituzione nel comune di Trevico di un ufficio distinto di giudice conciliatore con sede nella frazione Vallesaccarda.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la deliberazione in data 4 dicembre 1949 del Consiglio comunale e di Trevico, con la quale si chiede che sia istituito un ufficio distinto di giudice conciliatore con sede nella frazione Vallesaccarda e con competenza sul territorio della frazione stessa e su quello delle borgate Coccaro, Torello, Bassomanno, San Lorenzo, Vallone Erro, Casetta, Filaro, Cesta, Vasoria, Serro D'Annunzio, Farullo, Cotugno, Mattino, San Giuseppe, Civita, Vallone del Mulino e Lungarella;

Visti i pareri favorevoli del Primo presidente della Corte d'appello di Napoli e del Procuratore generale presso la stessa Corte;

Visti gli articoli 20 dell'ordinamento giudiziario, approvato con regio decreto 30 gennaio 1941, n. 12, e 1 del regolamento approvato con regio decreto 26 dicembre 1892, n. 728;

Sulla proposta del Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per la grazia e giustizia;

Decreta:

E' istituito nel comune di Trevico un ufficio distinto di giudice conciliatore con sede nella frazione Vallesaccarda e con competenza sul territorio della frazione stessa e su quello delle borgate Coccaro, Torello, Bassomanno, San Lorenzo, Vallone Erro, Casetta, Filaro, Cesta, Vasoria, Serro D'Annunzio, Farullo, Cotugno, Mattino, San Giuseppe, Civita, Vallone del Mulino e Lungarella.

Il presente decreto entrerà in vigore nel trentesimo giorno dopo quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 10 aprile 1951

EINAUDI

PICCIONI

Visto, *il Guardasigilli*: PICCIONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 giugno 1951
Atti del Governo, registro n. 39, *foglio n.* 92. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 maggio 1951, n. 396.

Autorizzazione alla Camera di commercio, industria ed agricoltura di Padova ad acquistare un terreno per la costruzione degli alloggi per gli impiegati camerali.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 20 settembre 1934, n. 2011, che approva il testo unico delle leggi sui Consigli e sugli Uffici provinciali dell'economia, modificato con il regio decreto-legge 3 settembre 1936, n. 1900, convertito nella legge 3 giugno 1937, n. 1000 e con regio decreto-legge 28 aprile 1937, n. 524, convertito nella legge 7 giugno 1937, n. 1387;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 settembre 1944, n. 315, sulla soppressione dei Consigli e degli Uffici provinciali della economia e la ricostituzione delle Camere di commercio, industria ed agricoltura, nonchè degli Uffici provinciali del commercio e dell'industria;

Vista la legge 5 giugno 1850, n. 1037, ed il regio decreto 26 giugno 1864, n. 1817;

Vista la deliberazione del 12 gennaio 1951, con la quale la Camera di commercio, industria e agricoltura di Padova ha stabilito di procedere all'acquisto di un appezzamento di terreno per la costruzione delle case per gli impiegati camerali;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro per l'industria e per il commercio;

Decreta:

Articolo unico.

La Camera di commercio, industria e agricoltura di Padova è autorizzata ad acquistare un appezzamento di terreno di complessivi mq. 842 di proprietà della Pia Opera Istituto Camerini Rossi di Padova, alle condizioni previste nella deliberazione del 12 gennaio 1951.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 11 maggio 1951

EINAUDI

TOGNI

Visto, *il Guardasigilli*: PICCIONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 giugno 1951
Atti del Governo, registro n. 39, *foglio n.* 95. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 29 gennaio 1951, n. 397.

Autorizzazione alla Cassa scolastica dell'Istituto tecnico commerciale e per geometri « Pier Crescenzi » di Bologna ad accettare una donazione.

N. 397. Decreto del Presidente della Repubblica 29 gennaio 1951, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica dell'Istituto tecnico commerciale e per geometri « Pier Crescenzi » di Bologna, viene autorizzata ad accettare la donazione di L. 100.000 in titoli di Stato disposta al fine dell'istituzione di due premi annui di studio di uguale ammontare intitolati « Preside Giuseppe Canestrelli ».

Visto, *il Guardasigilli*: PICCIONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 giugno 1951

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 7 febbraio 1951, n. 398.

Erezione in ente morale dell'Asilo infantile « Tommaso Jandelli » di Civitella Casanova (Pescara).

N. 398. Decreto del Presidente della Repubblica 7 febbraio 1951, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, l'Asilo infantile « Tommaso Jandelli » di Civitella Casanova (Pescara), viene eretto in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: PICCIONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 giugno 1951

DECRETO MINISTERIALE 25 aprile 1951.

Sostituzione di un membro nella Commissione provinciale per il collocamento di Bolzano.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 22 aprile 1950, con il quale è stata costituita la Commissione provinciale per il collocamento di Bolzano;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro di Bolzano n. 1093 in data 30 gennaio 1951, con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione del sig. Widmann Antonio, rappresentante dei datori di lavoro, richiesta dalla associazione sindacale interessata (Unione provinciale degli agricoltori), con il dott. Ueberbacher Roberto della stessa associazione sindacale;

Ritenuta pertanto l'opportunità di provvedere alla sostituzione del predetto;

Decreta:

Articolo unico.

Il sig. Widmann Antonio è sostituito con il dottore Ueberbacher Roberto, quale rappresentante dei datori di lavoro, nella Commissione provinciale per il collocamento di Bolzano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 25 aprile 1951

p. *Il Ministro*: RUBINACCI

(2809)

DECRETO MINISTERIALE 21 maggio 1951.

Revoca del provvedimento di sottoposizione a sindacato della Società per azioni « Merlettificio Türck », con sede in Pinerolo.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto Ministeriale 22 novembre 1945, col quale è stato trasformato in sindacato — con la nomina a sindacatore dell'ing. Pietro Gallina — il provvedimento di sequestro adottato con decreto 8 ottobre 1945 nei confronti della Società in accomandita semplice « Merlettificio fratelli Türck e C. », con sede in Pinerolo (ora Società per azioni « Merlettificio Türck », in applicazione del regio decreto-legge 4 febbraio 1942, n. 11, convertito, con modificazioni, nella legge 17 luglio 1942, n. 1100;

Ritenuta l'opportunità di revocare il sindacato della suindicata azienda;

Vista la deliberazione in data 14 marzo 1951 del Comitato internazionale per la liquidazione dei beni tedeschi in Italia;

Visto l'art. 9 del predetto regio decreto-legge 4 febbraio 1942, n. 11, convertito, con modificazioni, nella legge 17 luglio 1942, n. 1100;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 1° febbraio 1945, n. 33;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1948, n. 177;

Decreta:

E' revocato il sindacato della Società per azioni « Merlettificio Türck », con sede in Pinerolo, disposto con decreto 22 novembre 1945 ed è conseguentemente revocata la nomina a sindacatore dell'ing. Pietro Gallina.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 21 maggio 1951

Il Ministro: PELLA

(2949)

DECRETO MINISTERIALE 25 maggio 1951

Conferma del presidente e del vice presidente della Cassa di risparmio di Saluzzo, ente morale con sede in Saluzzo (Cuneo).

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, 10 giugno 1940, n. 933;

Visto il regio decreto-legge 24 febbraio 1938, n. 204, convertito nella legge 3 giugno 1938, n. 778;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691 e il decreto legislativo 20 gennaio 1948, n. 10;

Visto il decreto Ministeriale 2 febbraio 1946, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 20 stesso mese ed anno, con il quale i signori avv. Felice Savio e Felice Cuniberti sono stati nominati, rispettivamente, presidente e vice presidente della Cassa di risparmio di Saluzzo (Cuneo);

Considerato che i predetti nominativi, a norma dello statuto aziendale, sono scaduti dalle rispettive cariche per compiuto periodo;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

I signori avv. Felice Savio e Felice Cuniberti sono confermati, rispettivamente, presidente e vice presidente della Cassa di risparmio di Saluzzo, ente morale, con sede in Saluzzo (Cuneo), con decorrenza dalla data del presente decreto per la durata prevista dalle norme statutarie.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 25 maggio 1951

Il Ministro: PELLA

(2781)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Concessioni di exequatur

In data 16 maggio 1951 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al sig. Arthur Menken, Console degli Stati Uniti d'America a Napoli.

(2912)

In data 16 maggio 1951 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al sig. William F. Ryan, Vice console degli Stati Uniti d'America a Venezia.

(2913)

In data 16 maggio 1951 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al sig. Hugh H. Teller, Console degli Stati Uniti d'America a Napoli.

(2914)

In data 16 maggio 1951 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al sig. Filippo J. Tagliavia, Console onorario di Norvegia a Palermo.

(2915)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Riofreddo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1950

Con decreto interministeriale in data 31 gennaio 1951, registrato alla Corte dei conti il 29 maggio 1951, registro n. 19 Interno, foglio n. 4, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Riofreddo (Roma) di un mutuo di L. 1.760.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1950.

(2937)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Minori ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1950

Con decreto interministeriale in data 6 febbraio 1951, registrato alla Corte dei conti il 29 maggio 1951, registro n. 19 Interno, foglio n. 2, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Minori (Salerno) di un mutuo di L. 1.193.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1950.

(2938)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Tarcento ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1950

Con decreto interministeriale in data 30 gennaio 1951, registrato alla Corte dei conti il 29 maggio 1951, registro n. 19 Interno, foglio n. 1, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Tarcento (Udine) di un mutuo di L 5.000.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1950.

(2939)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Camigliano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1950

Con decreto interministeriale in data 9 febbraio 1951, registrato alla Corte dei conti il 29 maggio 1951, registro n. 19 Interno, foglio n. 12, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Camigliano (Caserta) di un mutuo di L. 1.079.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1950.

(2940)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Maddaloni ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1950

Con decreto interministeriale in data 31 gennaio 1951, registrato alla Corte dei conti il 29 maggio 1951, registro n. 19 Interno, foglio n. 37, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Maddaloni (Caserta) di un mutuo di L. 6.270.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1950.

(2941)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 21 settembre 1950, registrato alla Corte dei conti il 12 aprile 1951, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario presentato dal sig. Giuseppe Specchia avverso il provvedimento col quale il Provveditore agli studi di Brindisi lo esclude dalla graduatoria degli incarichi e delle supplenze di disegno per l'anno scolastico 1945-46, non ritenendo all'uopo valido il diploma di scultura posseduto dal medesimo sig. Specchia.

(2867)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO DIVISIONE X PORTAFOGLIO

N. 132

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 15 giugno 1951

	Dollaro		Dollaro
Borsa di Bologna	624,89	Borsa di Palermo	624,80
» Firenze	624,85	» Roma	624,88
» Genova	624,90	» Torino	624,91
» Milano	624,90	» Trieste	624,90
» Napoli	624,85	» Venezia	624,88

Media dei titoli del 15 giugno 1951

Rendita 3,50 % 1906	70,575
Id. 3,50 % 1902	69,10
Id. 3 % lordo	45,20
Id. 5 % 1935	97,40
Redimibile 3,50 % 1934	72,40
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	71,05
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (ex tagliando)	70,025
Id. 5 % (Ricostruzione)	92,20
Id. 5 % 1936	91,275
Buoni del Tesoro 4 % (15 settembre 1951)	99,45
Id. 5 % convertiti 1951	99,875
Id. 5 % (scadenza 1959)	97,575

Il contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Contrattazione cambi

Quotazioni medie ai sensi del decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632, valide per il giorno 15 giugno 1951:

1 dollaro U.S.A. . L. 624,89

Cambi di compensazione vigenti

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	L. 12,50	per franco belga
Danimarca	» 90,46	» corona danese
Francia	» 1,785	» franco francese
Germania	» 148,77	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	» 87,48	» corona norvegese
Olanda	» 164,44	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	» 120,78	» corona svedese
Svizzera (conto A)	» 142,90	» franco svizzero

MINISTERO DELLA DIFESA - AERONAUTICA

Trasferimento dal pubblico Demanio aeronautico ai beni patrimoniali dello Stato di una zona di terreno sita nel comune di Cividate Camuno.

Con decreto del Ministro per la difesa-Aeronautica, di concerto col Ministro per le finanze, in data 20 febbraio 1951, n. 236, registrato alla Corte dei conti addì 13 aprile 1951, al registro n. 13 Aeronautica, foglio n. 264, è stata dismessa dal pubblico Demanio aeronautico e trasferita tra i beni patrimoniali dello Stato, una zona di terreno sita nel comune di Cividate Camuno, già espropriata dall'Amministrazione aeronautica per la costituzione del campo di fortuna di Cividate Camuno, e distinta in catasto alla partita 397, numeri di mappa 51, 432, 333, 7, 65 e 389, superficie ettari 28.50.39.

(2094)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Costituzione di zona venatoria di ripopolamento e cattura

Per il periodo 1° luglio 1951-30 giugno 1954, i fondi siti nei comuni di San Martino B. A., Mezzane di Sotto e Lavagno (Verona), dell'estensione di ettari 688 circa, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura.

Confini:

Vajo Val Fredda, strada vicinale Tremenello fino alla località Tombole, strada Nuova del Leon, strada comunale del Leon, strada comunale del Fenile fino alla località Marmuria, strada comunale del Fenile Liorsi, strada comunale « Progni » fino al bivio in contrada « Progni », strada comunale Alberti, strada comunale Fondo San Pietro fino alla località Barco di Sopra, sentiero di congiunzione con la strada comunale Gioiello, strada comunale Gioiello in direzione sud fino all'incrocio con la strada vicinale Barco per Fenilon, strada vicinale Barco per Fenilon fino alla località « Fratta », linea di confine proprietà Orti, Manara e Cavaggioni fino al torrente Progno, torrente Progno verso nord fino all'incrocio della strada comunale detta Palù, Prognetto fino alla località « Punta dei Prè », limite del bosco della « Fratta » e proprietà Minozzi fino alla strada comunale Gioiello, strada comunale Gioiello, strada comunalle di San Briccio, strada comunale Ceroni fino alla località « Falie » o « Roccolo », sentiero Binelonghe fino al Vajo del Fian, sentiero Casale della Tavola fino al Vajo Val Fredda.

(2921)

Revoca di zona venatoria di ripopolamento e cattura

La zona di ripopolamento e cattura di Cuneo, località San Benigno, dell'estensione di ettari 306 circa, i cui confini sono stati delimitati con il decreto Ministeriale 30 ottobre 1948, è revocata.

(2922)

Rinnovo ed ampliamento di zona di ripopolamento e cattura

La zona di ripopolamento e cattura di Toirano (Savona), dell'estensione di ettari 325, di cui ai decreti Ministeriali 10 agosto 1939, 28 agosto 1942, 2 agosto 1946 e 29 luglio 1948, viene ampliata su fondi contigui dell'estensione di ettari 225 e rinnovata fino alla data di apertura dell'annata venatoria 1954-55.

La zona stessa assume, pertanto, l'estensione complessiva di ettari 550 e resta così delimitata:

a *nord*: Giovo di Toirano, costiera fino al Cornà;

ad *est*: Cornà-Casa Fontana, strada per San Pietro dei Monti, ritano del Vero-Martinetto;

a *sud*: Martinetto, strada provinciale, Salto del Lupo;

ad *ovest*: Salto del Lupo, strada della Valle, Rio Valle, Ponte Lupo, Rio Valle, Giovo di Toirano.

(2923)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Nomina della Commissione giudicatrice del concorso al posto di assistente del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Bergamo.

L'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto-legge 11 marzo 1934, n. 281, che approva il regolamento dei concorsi ai posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 13 luglio 1945, n. 446, istitutivo dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Visto il decreto del Prefetto di Bergamo in data 10 novembre 1950, n. 28355, con cui è stato indetto il concorso pubblico per titoli ed esami al posto di assistente del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Bergamo;

Decreta:

E' nominata la Commissione per il concorso pubblico per titoli ed esami al posto di assistente del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Bergamo.

La Commissione stessa è così costituita:

Presidente:

Ferrante dott. Francesco, vice prefetto.

Membri:

Giovanardi prof. Augusto;
Giordano prof. Pietro;
Penso prof. Giuseppe, dell'Istituto superiore di sanità;
Bianchi prof. Luigi.

Segretario:

Villa dott. Angelo.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Bergamo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura di Bergamo.

Roma, addì 2 maggio 1951

L'Alto Commissario: COTELLESSA

(2825)

Nomina della Commissione giudicatrice del concorso al posto di direttore del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Potenza.

L'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto-legge 11 marzo 1934, n. 281, che approva il regolamento dei concorsi ai posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 13 luglio 1945, n. 446, istitutivo dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Visto il decreto del Prefetto di Potenza in data 25 aprile 1950, n. 877, con cui è stato indetto il concorso pubblico per titoli ed esami al posto di direttore del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Potenza;

Decreta:

E' nominata la Commissione per il concorso pubblico per titoli ed esami al posto di direttore del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Potenza.
La Commissione stessa è così costituita:

Presidente:

Zotta dott. Domenico, vice prefetto.

Membri:

Puntoni prof. Vittorio;
Rizzi prof. Italo;
Pergola prof. Mazzini, dell'Istituto superiore di sanità;
Di Sapio prof. Gaetano.

Segretario:

Gomez y Paloma dott. Alvaro.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Potenza.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura di Potenza.

Roma, addì 2 maggio 1951

L'Alto Commissario: COTELLESSA

(2827)

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Concorso per titoli a trenta posti di volontario usciere nel ruolo organico degli uscieri giudiziari

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato, e successive aggiunte e modificazioni;
Visto il decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili delle Amministrazioni dello Stato, e successive aggiunte e modificazioni;
Visto il testo organico dell'ordinamento del personale degli uscieri giudiziari, approvato con decreto 28 dicembre 1924, n. 2271, e successive aggiunte e modificazioni;
Visto il decreto legislativo luogotenenziale 26 marzo 1946, n. 141, recante norme per lo svolgimento dei concorsi;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per titoli a trenta posti di volontario usciere nel ruolo organico degli uscieri giudiziari dipendenti dal Ministero di grazia e giustizia.

Art. 2.

Per essere ammesso al concorso è necessario che l'aspirante:

a) sia cittadino italiano;
b) abbia l'esercizio dei diritti civili e politici;
c) abbia compiuto l'istruzione elementare di grado inferiore;
d) abbia, alla data del presente decreto, compiuto l'età di anni 21 e non superata quella di 40.

Il limite di anni 40 di età è aumentato di anni due per coloro che siano coniugati alla data di scadenza del termine per la presentazione delle domande di ammissione al concorso, e di anni uno per ogni figlio vivente alla data medesima, senza potersi comunque superare il limite di anni 45.

Il limite di anni 40 di età è aumentato ad anni 45:

1) per coloro che hanno partecipato, nei reparti mobilitati delle Forze armate, alle operazioni militari svoltesi in Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936; per coloro che hanno partecipato, nei reparti delle Forze armate ovvero in qualità di militarizzati od assimilati, alle operazioni della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione; per i partigiani combattenti; per i cittadini deportati dal nemico e per coloro che abbiano titolo a norma di legge, a fruire dei benefici accordati ai combattenti dalle disposizioni in vigore;

2) per i mutilati e gli invalidi di guerra e della lotta di liberazione, per i mutilati e gli invalidi civili per fatti di guerra e per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948 (decreto 19 agosto 1948, n. 1180) nonchè per gli ex combattenti decorati o promossi per meriti di guerra.

Sono esclusi dal beneficio di cui ai numeri 1) e 2) coloro che abbiano riportato condanne per delitti commessi sotto le armi, anche se amnistiati;

3) per i capi di famiglia numerosa (di almeno sette figli);

4) per coloro che abbiano riportato per comportamento contrario al regime fascista sanzioni penali o di polizia, ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale. Per i concorrenti già colpiti dalle abrogate leggi razziali e che non si trovino nelle dette condizioni, non viene computato, agli effetti del limite di età, il periodo indicato nell'art. 5 del decreto-legge 20 gennaio 1944, n. 25, senza potersi comunque superare il limite di anni 45

La condizione del limite massimo di età non è richiesta nei confronti degli aspiranti che alla data del presente decreto:

a) siano impiegati civili di ruolo al servizio dello Stato;
b) appartengano al personale civile non di ruolo, comunque denominato, dipendente dalle Amministrazioni dello Stato, anche ad ordinamento autonomo, ed abbiano prestato almeno due anni di ininterrotto e lodevole servizio. Non costituisce interruzione l'allontanamento dal servizio a causa di obblighi militari.

Art. 3.

Coloro che intendono partecipare al concorso debbono farne domanda al Ministero di grazia e giustizia su carta da bollo da L. 32, indicando con precisione il proprio cognome, nome, paternità, data e luogo di nascita e domicilio ed elencando i documenti prodotti.

La domanda di ammissione al concorso, scritta e sottoscritta di pugno dell'aspirante e corredata dei documenti stabiliti dal successivo articolo, dovrà essere presentata o fatta pervenire alla Procura della Repubblica presso il tribunale nella cui giurisdizione l'aspirante risiede, nelle ore di ufficio, entro il termine perentorio di giorni sessanta, dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Gli aspiranti che risiedano in territorio non metropolitano e quelli che dimostrino di essere alle armi, potranno presentare nel prescritto termine di giorni sessanta la sola domanda di ammissione al concorso, salvo a produrre i documenti richiesti e gli eventuali titoli non oltre il trentesimo giorno dalla scadenza del termine suddetto.

Non saranno ammessi al concorso gli aspiranti, le cui domande risulteranno presentate oltre il termine di cui sopra, ovvero sfornite di alcuno dei documenti prescritti o non in regola con il bollo.

Art. 4.

A corredo della domanda e nello stesso termine fissato per la presentazione di essa, dovranno essere prodotti i seguenti documenti, tutti in lingua italiana:

1) estratto dell'atto di nascita su carta da bollo da L. 40, legalizzato dal presidente del tribunale, dal cancelliere delegato o dal pretore competente;

2) certificato rilasciato su carta da bollo da L. 24 dal sindaco del Comune di residenza e legalizzato dal prefetto, dal quale risulti che l'aspirante è cittadino italiano e gode dei diritti politici. Sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani nati in zone non comprese nel territorio della Repubblica e coloro per i quali tale equiparazione sia riconosciuta a norma di legge;

3) certificato di buona condotta morale e civile rilasciato dal sindaco del Comune ove l'aspirante risiede da almeno un anno e, in caso di residenza per un tempo minore, altro certificato del sindaco o dei sindaci dei Comuni ove ha avuto precedenti residenze entro l'anno, tutti su carta da bollo da L. 24 e legalizzati dal prefetto;

4) certificato generale del casellario giudiziale, su carta da bollo da L. 85, legalizzato dal procuratore della Repubblica;

5) certificato medico rilasciato su carta da bollo da L. 24 da un ufficiale medico militare o dal medico provinciale, dal medico condotto o dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, dal quale risulti che l'aspirante è di sana e robusta costituzione che permetta qualunque lavoro faticoso. Qualora l'aspirante abbia una qualsiasi imperfezione, questa dovrà essere esattamente specificata nel certificato con la dichiarazione che essa non menoma l'attitudine fisica all'impiego per il quale concorre.

Per gli invalidi di guerra il certificato medico deve essere rilasciato dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza o da un suo delegato ai sensi degli articoli 14, n. 3, e 15 del decreto 29 gennaio 1922, n. 92.

Il certificato medico deve essere legalizzato dalle superiori autorità militari se rilasciato da un ufficiale medico militare, dal prefetto se rilasciato da un medico provinciale, e vistato dal sindaco e legalizzato dal prefetto se rilasciato dall'ufficiale sanitario comunale o dal medico condotto.

Al certificato medico deve essere unita una fotografia recente dell'aspirante, bollata con L. 32, autenticata da un notaio o dall'autorità comunale, legalizzata e munita del visto delsanitario che ha rilasciato il certificato stesso.

L'Amministrazione si riserva in ogni caso di sottoporre i candidati alla visita di un sanitario di sua fiducia.

L'aspirante che non sia riconosciuto idoneo, oppure non si presenti o rifiuti di sottoporsi alla visita medica, è escluso dal concorso;

6) certificato in originale o in copia autentica notarile del titolo di studio. Il certificato originale, bollato con L. 32, deve essere legalizzato dal provveditore agli studi; la copia autentica, bollata con L. 40, deve essere legalizzata dal presidente del tribunale, dal cancelliere delegato o dal pretore competente.

Il titolo di studio non è necessario per coloro che sono incaricati della pulizia e custodia dei locali di uffici giudiziari da almeno 4 anni alla data di pubblicazione del presente bando di concorso sul bollettino ufficiale del Ministero di grazia e giustizia, e che sono invalidi di guerra, o ex combattenti decorati almeno della croce di guerra;

7) certificato di stato di famiglia, rilasciato su carta da bollo da L. 24 dal sindaco del Comune ove l'aspirante risiede e legalizzato dal prefetto, da prodursi soltanto dai coniugati con o senza prole e dai vedovi con prole;

8) copia dello stato di servizio o del foglio matricolare militare, in bollo da L. 40 per il primo foglio e da L. 32 per ogni foglio aggiunto, oppure certificato di esito di leva o di iscrizione nelle liste di leva, su carta da bollo da L. 24;

9) documenti comprovanti gli eventuali diritti di preferenza o il diritto alla dispensa od alla elevazione del limite massimo di età.

Gli aspiranti potranno, inoltre, allegare alla domanda tutti quei documenti attestanti i servizi prestati e le altre particolari benemerenze civili e militari.

Non è ammesso il riferimento a documenti presentati ad altra Amministrazione, salvo per il titolo di studio, del quale può essere prodotto un certificato rilasciato dall'Amministrazione presso cui si trova il titolo originale.

Per coloro che abbiano dovuto abbandonare la residenza nei territori di confine e non abbiano potuto farvi ritorno, si applicano le disposizioni di cui al decreto legislativo 24 febbraio 1947, n. 60.

Art. 5.

I documenti di cui ai numeri 2), 3), 4), 5) e 7) dell'articolo precedente debbono essere rilasciati in data non anteriore a tre mesi da quella del presente decreto.

Per i certificati rilasciati dal sindaco di Roma, dal segretario della Procura presso il Tribunale di Roma, dai notai del distretto notarile di Roma e dalle autorità scolastiche di Roma, non occorrono legalizzazioni.

Sono esenti dalla tassa di bollo i documenti di cui ai numeri 1), 2), 3), 4) e 5), purchè da essi risulti esplicitamente la condizione di povertà dell'aspirante mediante indicazione del relativo certificato dell'autorità di pubblica sicurezza.

I celibi sono esonerati dal presentare il documento di cui al n. 7), ma debbono dichiarare nella domanda tale loro qualità. I capi di famiglia numerosa, per godere dei benefici previsti dalle disposizioni vigenti, dovranno far risultare dal certificato di stato di famiglia che la loro famiglia è costituita da almeno sette figli viventi, computati fra essi anche i figli caduti in guerra.

Gli aspiranti che appartengono al personale civile di ruolo delle Amministrazioni dello Stato, sono dispensati dal presentare i certificati indicati ai numeri 1), 2), 3) e 4) del precedente articolo, ma dovranno produrre copia dello stato di servizio civile, in bollo da L. 40 per il primo foglio e da L. 32 per ogni foglio aggiunto, rilasciata ed autenticata dai superiori gerarchici in data non anteriore a quella del presente decreto, nonchè una attestazione dell'Amministrazione da cui dipendono, in bollo da L. 24, comprovante che non sono sottoposti a procedimento penale, disciplinare o di epurazione e che non hanno mai riportato qualifica inferiore a quella di « buono ».

Gli aspiranti che appartengono al personale civile non di ruolo delle Amministrazioni dello Stato che intendano avvalersi dell'esenzione dal limite massimo di età, dovranno produrre, in aggiunta ai documenti di cui all'articolo precedente, un certificato dell'Amministrazione da cui dipendono, in bollo da L. 24, comprovante la qualità e la data di assunzione nel servizio straordinario, gli estremi del provvedimento di assunzione e le qualifiche riportate.

Gli aspiranti che si trovano sotto le armi sono dispensati dal presentare i documenti di cui ai numeri 3), 5) ed 8) dell'articolo precedente, quando vi suppliscano con un certificato, rilasciato su carta da bollo da L. 24 dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la loro buona condotta e la idoneità fisica a coprire il posto al quale aspirano.

Art. 6.

Gli aspiranti ex combattenti, oltre alla copia dello stato di servizio o del foglio matricolare militare, con l'annotazione delle eventuali benemerenze di guerra, dovranno produrre la dichiarazione integrativa, rilasciata dalle competenti autorità militari, in bollo da L. 24, ai sensi ed agli effetti del decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137. Analogo documento dovranno presentare i militarizzati ed assimilati che presero parte ad operazioni di guerra.

Gli aspiranti mutilati ed invalidi di guerra o della lotta di liberazione, i mutilati ed invalidi civili per fatto di guerra ed i mutilati ed invalidi per servizio, dovranno presentare il decreto di concessione della relativa pensione o il certificato mod. 69 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra del Ministero del tesoro.

I reduci dalla prigionia dovranno produrre una dichiarazione della competente autorità militare comprovante tale loro qualità.

I partigiani combattenti dovranno presentare il provvedimento adottato dall'apposita Commissione, contenente il formale riconoscimento definitivo della qualifica.

Gli insigniti di medaglia al valor militare, di croce di guerra o di altre attestazioni al merito di guerra, dovranno produrre i relativi brevetti in originale od in copia autentica notarile.

I civili reduci dalla deportazione o dall'internamento, i profughi dei territori di confine e coloro che abbiano riportato sanzioni di polizia per comportamento contrario al regime fascista dovranno fare risultare tali circostanze mediante attestazione da rilasciarsi, su carta da bollo da L. 24, dal prefetto della Provincia ove risiedono. I profughi dell'Africa italiana dovranno presentare il provvedimento del Ministero dell'Africa italiana che attribuisce detta qualifica.

Gli orfani dei caduti in guerra o nella lotta di liberazione dovranno presentare un certificato, rilasciato su carta da bollo da L. 24 dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per gli orfani di guerra e legalizzato dal prefetto, che comprovi tale loro qualità.

I figli dei mutilati od invalidi di guerra o della lotta di liberazione dovranno presentare il certificato mod. 69, rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra a nome del padre dell'aspirante, oppure un certificato, rilasciato su carta da bollo da L. 24 dal sindaco del Comune di residenza e legalizzato dal prefetto, che comprovi tale loro qualità in base alle risultanze anagrafiche e dello stato civile e sulla conforme dichiarazione di tre testimoni.

Art. 7.

L'ammissione al concorso è riservata al giudizio insindacabile del Ministro.

Nel conferimento dei posti messi a concorso saranno osservate le norme del decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, concernente la graduatoria dei titoli di preferenza per l'ammissione ai pubblici impieghi, e successive modificazioni. A parità di requisiti sarà data la precedenza al più anziano di età.

I concorrenti che saranno riconosciuti idonei conseguiranno la nomina a volontario usciere giudiziario, entro il limite dei posti da assegnare. Coloro che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 2 del decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 46, conseguiranno subito la nomina ad usciere di ruolo, con riserva di anzianità.

I posti spettanti a coloro che dichiareranno di rinunciare alla nomina saranno attribuiti ai candidati dichiarati idonei nell'ordine di classificazione in graduatoria.

Dopo un periodo di esperimento non inferiore a sei mesi gli uscieri in prova che, a giudizio della Commissione distret-

tuale avranno dimostrato capacità, diligenza e buona condotta, saranno nominati in ruolo con lo stipendio iniziale e gli altri assegni stabiliti per il grado di usciere giudiziario di ruolo del personale subalterno. Coloro che, allo scadere del periodo di esperimento, non fossero invece, a giudizio della Commissione distrettuale, ritenuti meritevoli di conseguire la nomina in ruolo, saranno licenziati senza diritto ad indennizzo alcuno, salva la facoltà della Commissione distrettuale di prorogare l'esperimento di altri sei mesi.

Art. 8.

A coloro che conseguano la nomina a volontario usciere giudiziario compete il rimborso della spesa personale di viaggio, in terza classe, per raggiungere la residenza assegnata, nonchè l'assegno mensile e l'indennità di carovita spettanti in base alle vigenti disposizioni.

Art. 9.

Salvo il disposto di cui al quarto comma dell'art. 7, i concorrenti che conseguano l'idoneità ed eccedano il numero dei posti messi a concorso, non acquistano alcun diritto a coprire quelli che si facciano successivamente vacanti.

Art. 10.

Per ciò che non è contemplato nel presente decreto, sono applicabili le norme vigenti per l'ammissione agli impieghi civili dello Stato.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 2 maggio 1951

p. *Il Ministro* TOSATO

Registrato alla Corte dei conti, addì 4 giugno 1951
Registro Grazia e giustizia n. 12, *foglio n.* 322. — OLIVA

(2967)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Graduatoria del concorso nazionale per titoli a un posto di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento di « Decorazione » nelle scuole d'arte di 2° grado, indetto con decreto Ministeriale 9 luglio 1949.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto il decreto legislativo 7 aprile 1948, n. 262, col quale sono stati istituiti i ruoli speciali transitori per il personale insegnante non di ruolo delle scuole e degli istituti d'istruzione secondaria e artistica;

Visto il decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1127, col quale sono state fissate le condizioni per l'istituzione dei posti da assegnare ai predetti ruoli speciali transitori ed è stato stabilito di indire concorsi nazionali per titoli per il collocamento del personale insegnante nei ruoli stessi;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, col quale sono state approvate le norme sui concorsi nazionali per titoli a posti di ruolo speciale transitorio;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 8 giugno 1949, n. 405, col quale viene approvato il contingente dei posti di ruolo speciale transitorio;

Visto il decreto Ministeriale 9 luglio 1949, col quale sono stati banditi i concorsi nazionali per titoli a posti di ruolo speciale transitorio nelle scuole e negli istituti d'istruzione artistica;

Visto il decreto Ministeriale 29 agosto 1949, col quale è stato prorogato alla data del 20 novembre 1949 il termine utile per la presentazione dei documenti di cui al terzo e quarto comma dell'art. 9 del citato decreto Ministeriale 9 luglio 1949;

Vista la relazione della Commissione giudicatrice del concorso nazionale per titoli a un posto di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento di « Decorazione », nelle scuole d'arte di 2° grado (tab. *B*, n. 48);

Riconosciuta a norma, dell'art. 15 del citato decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, la regolarità delle operazioni compiute e la legittimità dei criteri seguiti:

Decreta:

E' approvata e resa esecutoria la seguente graduatoria del concorso nazionale per titoli a un posto di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento di « Decorazione » nelle scuole d'arte di 2° grado (tab. *B*, n. 48), indetto con decreto Ministeriale 9 luglio 1949, nella quale i candidati sono collocati nell'ordine risultante dai punti complessivi a ciascuno di essi attribuiti:

1. Nencioni Mario di Giuseppe — punti 79,10
2. Fornaciari Vivaldo di Giuseppe — » 63 —
3. Borgiotti Carlo di Camillo — » 57 —
4. Schmalzl Emilio di Giuseppe — » 34 —

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 31 gennaio 1951

p. *Il Ministro* VISCHIA

Registrato alla Corte dei conti, addì 2 *maggio* 1951
Registro n. 17, *foglio n.* 362. — MAGNASCO

(2871)

Graduatoria del concorso nazionale per titoli a un posto di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento della « Pittura decorativa e storia dell'arte » nelle scuole d'arte di 2° grado, indetto con decreto Ministeriale 9 luglio 1949.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto il decreto legislativo 7 aprile 1948, n. 262, col quale sono stati istituiti i ruoli speciali transitori per il personale insegnante non di ruolo delle scuole e degli istituti d'istruzione secondaria e artistica;

Visto il decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1127, col quale sono state fissate le condizioni per l'istituzione dei posti da assegnare ai predetti ruoli speciali transitori ed è stato stabilito di indire concorsi nazionali per titoli per il collocamento del personale insegnante nei ruoli stessi;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, col quale sono state approvate le norme sui concorsi nazionali per titoli a posti di ruolo speciale transitorio;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 8 giugno 1949, n. 405, col quale viene approvato il contingente dei posti di ruolo speciale transitorio;

Visto il decreto Ministeriale 9 luglio 1949, col quale sono stati banditi i concorsi nazionali per titoli a posti di ruolo speciale transitorio nelle scuole e negli istituti d'istruzione artistica;

Visto il decreto Ministeriale 29 agosto 1949, col quale è stato prorogato alla data del 20 novembre 1949 il termine utile per la presentazione dei documenti di cui al terzo e quarto comma dell'art. 9 del citato decreto Ministeriale 9 luglio 1949;

Vista la relazione finale della Commissione giudicatrice del concorso nazionale per titoli a un posto di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento della « Pittura decorativa e storia d'arte » nelle scuole d'arte di 2° grado (tab. *B*, n. 45);

Riconosciuta a norma, dell'art. 15 del citato decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, la regolarità delle operazioni compiute e la legittimità dei criteri seguiti:

Decreta:

E' approvata e resa esecutoria la seguente graduatoria del concorso nazionale per titoli a un posto di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento della « Pittura decorativa e storia dell'arte » nelle scuole d'arte di 2° grado (tab. *B*, *n.* 45), indetto con decreto Ministeriale 9 luglio 1949, nella quale i candidati sono collocati nell'ordine risultante dai punti complessivi a ciascuno di essi attribuiti:

1. Polidori Carlo fu Arnaldo — punti 58 —
2. Savelli Edmondo di Guglielmo — » 47,30

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 31 gennaio 1951

p. *Il Ministro*: VISCHIA

Registrato alla Corte dei conti, addì 10 *maggio* 1951
Registro n. 18, *foglio n.* 319. — MAGNASCO

(2872)

MINISTERO DELLE FINANZE

Graduatoria del concorso a trecentottantuno posti di alunno d'ordine (gruppo C, grado 13°) nel ruolo del personale dei monopoli di Stato, riservato al personale di ruolo e non di ruolo, maschile e femminile, dell'Amministrazione dei monopoli di Stato.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico del personale delle Amministrazioni dello Stato, e successive modificazioni;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili delle Amministrazioni dello Stato;

Visti il decreto Ministeriale 29 febbraio 1928, registrato alla Corte dei conti l'8 marzo successivo, registro n. 3 Finanze, foglio n. 143, che determina i ruoli speciali del personale dell'Amministrazione dei monopoli di Stato, e le successive modificazioni apportate coi regi decreti 21 marzo 1930, n. 219; 22 ottobre 1936, n. 1924; 1° marzo 1938, n. 185; 11 aprile 1940, n. 278 e col decreto legislativo 22 aprile 1948, n. 723;

Visto il decreto Ministeriale n. 05.246/292 dell'11 gennaio 1950, registrato alla Corte dei conti il 26 gennaio 1950, registro n. 1 Monopoli, foglio n. 16, con il quale è stato indetto un concorso per titoli a trecentottantuno posti di alunno d'ordine (grado 13°) nel ruolo del personale d'ordine di gruppo *C* dei Monopoli di Stato, riservato al personale salariato di ruolo e non di ruolo, maschile e femminile, dell'Amministrazione dei monopoli di Stato, provvisto della licenza di scuola media inferiore ed adibito continuativamente ed in modo lodevole alle scritture almeno dal 10 giugno 1940; nonchè al personale impiegatizio non di ruolo della stessa Amministrazione, provvisto del suddetto titolo di studio e trovantesi in servizio dello Stato dal 10 giugno 1940 e disimpegnante lodevolmente mansioni di scrittura da tale data;

Visto il decreto Ministeriale 00.25560/399 del 24 maggio 1950, registrato alla Corte dei conti il 7 giugno 1950, registro n. 1 Monopoli, foglio n. 129, con il quale è stata nominata la Commissione giudicatrice incaricata dell'espletamento del concorso anzidetto;

Visto il regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, che stabilisce l'ordine di preferenza a parità di merito nei concorsi per l'ammissione alle pubbliche carriere, e le successive estensioni e modificazioni;

Visto il risultato del concorso, come dai verbali della Commissione giudicatrice e riconosciutane la regolarità;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria formata dalla Commissione giudicatrice in seguito al risultato del concorso di cui alle premesse:

1. Lanzolla Rosa n. Manfreda, punti 86, anni 48.
2. Passagnoli Giuseppa n. Capozza, punti 86, anni 47.
3. Masotto Caterina, punti 86, anni 31.
4. Simone Annunziata n. Ricciardi, punti 85.
5. Dau Cornelia n. Mastroberardino, punti 84,50, anni 45.
6. Spagnolli Iginia n. Polli, punti 84,50, anni 42.
7. Manca Efisio, punti 84, coniugato con due figli.
8. Montanari Emilia, punti 84, anni 48.
9. Boschi Maria n. Fedele punti 84, anni 30.
10. Ottomano Adele, punti 83,50.
11. Radman Antonia n. Cattich, punti 83, anni 47.
12. Bertolotti Anna Maria n. Lentini, punti 83, anni 39.
13. De Mitri Carmela n. Ingrosso, punti 82,50.
14. Mugelli Italia n. Pionelli, punti 82, orfana di guerra.
15. Marcedone Zara n. Marcellino, punti 82.
16. Pascale Bernardo, punti 81,50, coniugato con tre figli.
17. Staibano Maria, punti 81,50, anni 35 (5-2-1915).
18. Ventura Wanda, punti 81,50, anni 35 (2-11-1915).
19. Berselli Elisa, punti 81,50, anni 34.
20. Calamita Maria n. Stillittano, punti 81,50, anni 33 (14-3-1917).
21. Moroni Ermelinda n. Goffi, punti 81,50, anni 33 (16 agosto 1917).
22. Zocchi Giovanna n. Cappiello, punti 81, anni 47.
23. Parisi Maria n. D'Argenio, punti 81, anni 43.
24. Burnside Pia Luisa, punti 81, anni 30.
25. Lupetti Pietro, punti 80,50.
26. Marchitelli Antonietta, punti 80, orfana di guerra.
27. Panareo Matelda, punti 80, anni 35 (12-2-1915).
28. Gambassi Vera n. Rustici, punti 80, anni 35 (9-3-1915).
29. Bartesaghi Afra n. Girardi, punti 80, anni 43.
30. Fibbia Bruna n. Michelini, punti 80, anni 30.
31. Gaddi Elena n. Sernesi, punti 79,50, orfana di guerra.
32. Guarnieri Tosca n. Bartalesi, punti 79,50, anni 47.
33. Rampas Margherita n. Budicin, punti 79,50, anni 46.
34. Assereto Giulia n. Ariano, punti 79,50, anni 42.
35. Gasperotti Livia n. Sandonà, punti 79, orfana di guerra.
36. Lamberti Adele n. Di Donato, punti 79, vedova di caduto civile per fatto di guerra con quattro figli.
37. Giusti Loreta, punti 79, sorella di caduto.
38. Boccasecca Vasco, punti 79, coniugato con due figli.
39. Pizzi Ada n. Loconsole, punti 79, anni 48.
40. Tomasi Romilda n. Fusinaz, punti 79, anni 47 (26-1-1903).
41. Guadagnoli Assunta, punti 79, anni 47 (7-9-1903).
42. Guglielmino Lucia n. Stella, punti 79, anni 42 (6-10-1908).
43. Castellini Remilde, punti 79, anni 42 (27-11-1908).
44. Marchetti Silvia n. Mencarini, punti 79, anni 35.
45. Scotti Maria, punti 79, anni 34.
46. Stazi Nella, punti 79, anni 33.
47. Lacroix Adelaide, punti 78,50, anni 57.
48. Negri Eva, punti 78,50, anni 45.
49. Siri Maddalena n. Venzano, punti 78,50, anni 35.
50. Puglielli Flora n. Manganato, punti 78,50, anni 34.
51. Di Bartolo Pasquala n. Ursino, punti 78, orfana di guerra.
52. Ricci Cesare, punti 78, ex combattente.
53. Branno Giuseppe, punti 78, coniugato con quattro figli.
54. Camuri Gina n. Barbieri, punti 78, anni 49.
55. Candurro Lucia n. Apuzzo, punti 78, anni 47.
56. Seguiti Marcella, punti 78, anni 45.
57. Dodero Tecla n. Campagnola, punti 78, anni 41.
58. Massa Carmina, punti 78, anni 34 (24-2-1916).
59. Zucca Lidia n. Raviolo, punti 78, anni 34 (5-3-1916).
60. Bricchi Giuseppina n. Cassani, punti 78, anni 33.
61. Ukmar Maria, punti 78, anni 30.
62. Dalzocchio Ortensia n. Caracristi, punti 77,50, anni 45.
63. Altini Maria Luigia n. Besozzi, punti 77,50, anni 44.
64. Amisano Maria, punti 77,50, anni 41.
65. Mezzetti Chiara n. Foschi, punti 77,50, anni 33.
66. Barone Domenica, punti 77,50, anni 32.
67. Vicini Luciana n. Gobbi, punti 77,50, anni 30.
68. Bedini Elvira n. Ravà, punti 77, anni 50.
69. Bertoni Lucia n. Cornia, punti 77, anni 48.
70. Sighinolfi Bianca n. Boldrini, punti 77, anni 35.
71. Ressa Maria n. Chiarella, punti 77, anni 31.
72. Alfano Ernesta n. Pisapia, punti 77, anni 29.
73. Ambrogetti Albertina n. Lusso, punti 76,50, anni 49.
74. Savini Pia, punti 76,50, anni 48.
75. David Trionfina n. Trionfera, punti 76,50, anni 46.
76. Setti Gina, punti 76,50, anni 44.
77. Braidotti Angela n. Aquilante, punti 76, anni 51.
78. Sansò Lucia, punti 76, anni 47.
79. Vitrano Calogera, punti 75,50, orfana di guerra.
80. Ursini Emma n. Gallina, punti 75,50, anni 43.
81. D'Agostino Giovanni n. Esposito, punti 75,50, anni 49.
82. Massa Carolina, punti 75,50, anni 48.
83. Mannei Margherita n. Giorni, punti 75,50, anni 47.
84. Deffenu Giulia n. Buccelli, punti 75,50, anni 38.
85. Tortora Luisa n. Gasparrone, punti 75,50, anni 32.
86. Mitri Tosca n. Celai, punti 75, orfana di guerra, vedova, con un figlio.
87. Stara Angelica, punti 75, orfana di caduto civile per fatto di guerra.
88. Apicella Alfonso, punti 75, coniugato, con sei figli.
89. Sappa Giulia, punti 75, anni 51.
90. Zanasi Luigia n. Zivieri, punti 75, anni 44.
91. Cozzolino Emilia, punti 75, anni 29.
92. Coccarelli Pietro, punti 74,50, coniugato, con due figli.
93. Sciacca Grazia ved. La Spina, punti 74,50, vedova con tre figli.
94. Gabetta Teresa n. Claris, punti 74,50, anni 56.
95. Sartor Iris n. Laquidara, punti 74,50, anni 46.
96. Nicola Virginia n. Ratti, punti 74,50, anni 42 (2-4-1908).
97. Spagnolli Tullia n. Cavalieri, punti 74,50, anni 42 (16-9-1908).
98. Benetti Gabriella, punti 74,50, anni 34 (21-9-1916).
99. D'Amico Ester, punti 74,50, anni 34 (18-11-1916).
100. Antognaccetti Elda, punti 74,50, anni 33.
101. Pillon Vincenza n. Cipolli, punti 74,50, anni 30.
102. Pellegrini Ugo, punti 74, coniugato, con sette figli.

103. Greco Francesco, punti 74, coniugato, con tre figli.
104. Danesi Maria n. Pelucchi, punti 74, ved. con un figlio.
105. Masullo Ermelinda n. Palumbo, punti 74, anni 52.
106. Viani Maria n. Pes, punti 74, anni 48.
107. Conversano Livia, punti 74, anni 42 (11-2-1908).
108. Ruggeri Teresa, punti 74, anni 40.
109. Ortolani Maria Teresa, punti 74, anni 29.
110. Buble Emilia, punti 74, anni 28.
111. Tozzi Emilia n. Gianassi, punti 73,50, orfana di guerra.
112. Laurenzano Mario, punti 73,50, coniugato, con cinque figli.
113. Rossetti Maria, punti 73,50, anni 52.
114. Pieri Italina n. Brugnoli, punti 73,50, anni 50.
115. Bertini Nada n. Marotti, punti 73,50, anni 48.
116. Fanelli Agata n. Fiorani, punti 73,50, anni 45.
117. Brutti Nazzarena n. Giacconi, punti 73,50, anni 43.
118. Falcioni Laura n. Bernabei, punti 73,50, anni 41.
119. D'Agata Bernarda n. Tomarchio, punti 73,50, anni 34.
120. Sola Ebe n. Barbieri, punti 73,50, anni 32.
121. Babici Myriam, punti 73,50, anni 31.
122. Antonelli Caterina n. Ceccarelli, punti 73, vedova di guerra.
123. Suma Giovanni, punti 73, ex combattente, coniugato, con otto figli.
124. Salsano Umberto, punti 73, coniugato, con due figli.
125. Perotto Maria, punti 73, anni 52 (27-5-1898).
126. Tirozzi Bianca n. Sega, punti 73, anni 52 (1-9-1898).
127. Angeloni Maria n. Sereni, punti 73, anni 52 (3-9-1898).
128. Cervellati Giannina n. Marcheselli, punti 73, anni 50.
129. Mazzuccato Eugenia n. Nordio, punti 73, anni 47.
130. Seller Giuseppina n. Palumbo, punti 73, anni 36.
131. Guasti Iolanda, punti 73, anni 35.
132. Colangeli Elena n. Graziani, punti 73, anni 32.
133. Sereno Bianca, punti 73, anni 30.
134. Sbisà Virginia, punti 73, anni 29 (16-3-1921).
135. Faro Lucrezia n. Lampugnani, punti 73, anni 29 (21-7-1921).
136. Lazzarini Aurora n. Dapas, punti 72,50, vedova con due figli.
137. Mascolo Vitale Giuseppe, punti 72,50, coniugato, con un figlio.
138. Fori Lidia n. Di Giuli, punti 72,50, vedova con un figlio.
139. Talpo Laura, punti 72,50, anni 53.
140. Ortali Antonia n. Nemez, punti 72,50, anni 45 (10-6-1905)
141. Omero Ezia, punti 72,50, anni 45 (10-11-1905).
142. Masciocchi Maria n. Bibbia, punti 72,50, anni 44.
143. Puddu Marianna n. Amato, punti 72,50, anni 43.
144. Grosa Giovanna n. Devescovi, punti 72,50, anni 42.
145. Baruti Caterina n. Craviotto, punti 72,50, anni 35 (12-6-1915).
146. D'Annolfo Maria n. Morosini, punti 72,50, anni 35 (7-10-1915).
147. Mammuccari Maria n. Burchietti, punti 72,50, anni 32 (15-4-1918).
148. Cervi Attilia, punti 72,50, anni 32 (2-7-1918).
149. Pace Isabella, punti 72,50, anni 30.
150. Sala Giuseppe, punti 72, ex combattente, medaglia di bronzo, coniugato, con un figlio.
151. Ferrante Teresa, punti 72, orfana di guerra.
152. Giacani Solidea, punti 72, sorella di caduto.
153. Ruggeri Maria n. Scalici, punti 72, anni 52.
154. Corda Vitalia n. Tuveri, punti 72, anni 45.
155. Messeri Assunti n. Mingoli, punti 72, anni 44.
156. Vecchi Isabella n. Dallari, punti 72, anni 43.
157. Peirani Maria n. Porcedda, punti 72, anni 31.
158. Migliorini Renato n. Galloni, punti 72, anni 30.
159. Cerretelli Adriana, punti 72, anni 29.
160. Fazio Giuseppe, punti 71,50, coniugato, con un figlio.
161. Villa Maria, punti 71,50, anni 50 (11-2-1900).
162. Rubini Argia n. Pera, punti 71,50, anni 50 (22-12-1900).
163. De Salvatore Salvatore, punti 71,50, anni 44.
164. Martinelli Olga n. Borghi, punti 71,50, anni 43 (16-6-1907).
165. Volani Carla n. Dean, punti 71,50, anni 43 (16-6-1907).
166. Ravagnan Elda, punti 71,50, anni 39.
167. Nardi Renata, punti 71,50, anni 37.
168. Prati Gina Ermanna, punti 71,50, anni 36.
169. Mirabella Carolina, punti 71,50, anni 35.
170. Giammaruto Anna n. Giannuzzi, punti 71,50, anni 34.
171. Ciccone Teresa n. Portomeo, punti 71,50, anni 33 (4-4-1917).
172. Lombardi Armida n. Roveda, punti 71,50, anni 33 (20-11-1917).
173. Incorvaia Giulia n. Marengo, punti 71,50, anni 31 (26-6-1919).
174. Davini Lina n. Lenti, punti 71,50, anni 31 (24-9-1919).
175. Sodini Triestina n. Giuntoli, punti 71, orfana di guerra, vedova di guerra.
176. Costanzo Domenica n. Pellegrino, punti 71, orfana di guerra.
177. Cursano Giuseppe, punti 71, coniugato con cinque figli.
178. Claris Lucia, punti 71, anni 53.
179. Bellizzi Pietro, punti 71, anni 42.
180. Vallecchi Lucia n. Valentini, punti 71, anni 36.
181. Gava Maria Rosa, punti 71, anni 35 (3-1-1915).
182. Marcucci Anna, punti 71, anni 35 (21-4-1915).
183. Galeone Itala n. Patella, punti 71, anni 35 (29-5-1915).
184. Pesce Egle, punti 71, anni 35 (5-6-1915).
185. Avallone Giuditta, punti 71, anni 35 (17-7-1915).
186. Lombardini Vittorina n. Deplano, punti 71, anni 33
187. Cannizzo Lina n. Caviglia, punti 71, anni 31 (19-2-1919).
188. Pirani Alfredina n. Poggi, punti 71, anni 31 (12-3-1919).
189. Curti Elena n. Mazzoni, punti 71, anni 30.
190. Torricelli Leda n. Santini, punti 71, anni 28.
191. Vandelli Azzurra n. Federzoni, punti 70,50, orfana di guerra, anni 41.
192. Stanzani Aurora n. Levattini, punti 70,50, orfana di guerra, anni 29.
193. Caldari Agostino, punti 70,50, coniugato con due figli.
194. Allora Rosa, punti 70,50, anni 52.
195. Pianorsi Maria, punti 70,50, anni 50.
196. Cremonese Giuseppa n. Aprea, punti 70,50, anni 47.
197. Stacchi Wanda, punti 70,50, anni 46.
198. Briasco Maddalena, punti 70,50, anni 35.
199. Vicenzi Lina n. Graziola, punti 70,50, anni 32.
200. Ablondi Chiara n. Caiati, punti 70,50, anni 30 (20-1-1920).
201. Debrevi Caterina n. Brussone, punti 70,50, anni 30 (16-6-1920).
202. Iuracà Amelia, punti 70, orfana di guerra.
203. Ciannamea Vincenza n. Cafagna, punti 70, orfana di invalido di guerra.
204. Rastelli Giuseppe, punti 70, coniugato con tre figli.
205. Marzo Guido, punti 70, coniugato con un figlio.
206. Devescovi Pietro, punti 70, coniugato senza figli.
207. Frappi Adele, punti 70, anni 45.
208. Scarcella Assunta n. Tola, punti 70, anni 35.
209. Buccolini Antonina n. Fazzello, punti 70, anni 29.
210. Pucci Liliana, punti 70, anni 28
211. Fortunati Antonio, punti 69,50, ex combattente, coniugato con due figli.
212. Verdesca Egidio, punti 69,50, coniugato con sei figli.
213. Carassiti Ambrogio, punti 69,50, coniugato con sei figli, anni 48.
214. De Giorgio Eduardo, punti 69,50, coniugato con sei figli, anni 43.
215. Romano Raffaele, punti 69,50, coniugato con sei figli, anni 39.
216. Cadoni Assunta, punti 69,50, anni 52.
217. Rinaldi Arcangela n. Cicculло, punti 69,50, anni 47.
218. Campoli Arcangela, punti 69,50, anni 44 (29-9-1906).
219. Alison Pasquale, punti 69,50, anni 44 (23-11-1906).
220. Beccia Guendalina n. Giatti, punti 69,50, anni 42.
221. Rossi Rita n. Rossi, punti 69,50, anni 34.
222. Bonanni Giuseppe, punti 69, ex combattente, croce al merito di gerra, coniugato con un figlio.
223. Borrai Vincenzina, punti 69, sorella di caduto, anni 36.
224. Lume Maria n. Bracony, punti 69, vedova di guerra, anni 33.
225. Ferdinandi Pietro, punti 69, coniugato con sette figli.
226. Russo Giovanni, punti 69, coniugato con tre figli.
227. Tricarico Antonio, punti 69, coniugato con due figli.
228. Visconti Anna Maria n. Ronzi, punti 69, vedova con un figlio.
229. Caramitti Ida n. Senesi, punti 69, anni 47.
230. Scandurra Maria, punti 69, anni 46.
231. Scandone Amelia n. Casaburi, punti 69, anni 43.
232. Antonioli Anna, punti 69, anni 33.
233. Ughetto Anna n. Grem, punti 69, anni 32.
234. Venegoni Piera n. Simonetti, punti 69, anni 31.
235. Giannuzzi Maria, punti 69, anni 29.
236. Guerrieri Ettore, punti 68,50, coniugato con due figli.
237. Aragno Clementina, punti 68,50, anni 53.
238. Fascetti Antonia n. Bentrovato, punti 68,50, anni 46.
239. Galavotti Lina, punti 68,50, anni 45.
240. Bruscaglia Lidia n. Costamagna, punti 68,50, anni 41.
241. Santucci Vera Wanda n. Bracony, punti 68,50, anni 37.

242. Vigliani Cesira n. Dapas, punti 68,50, anni 34.
243. Morelli Nella n. Canigiani, punti 68,50, anni 32.
244. Facciano Giovanna n. Pia, punti 68, orfana di guerra, anni 35.
245. Tortoli Isolina, punti 68, orfana di guerra, anni 34.
246. Di Natale Concetta, n. Di Martino, punti 68, orfana di guerra, anni 33.
247. Pesce Luigi, punti 68, coniugato con sei figli.
248. Ippolito Giovina n. Pisapia, punti 68, anni 49.
249. Augenti Concetta n. Catanzano, punti 68, anni 44.
250. Garuti Luigia n. Milani, punti 68, anni 41.
251. Auriemma Emilia n. Studer, punti 68, anni 38.
252. Minervino Ida n. Sciannelli, punti 68, anni 33.
253. Sandri Laura, punti 68, anni 32 (2-4-1918).
254. Panutti Laura, punti 68, anni 32 (26-7-1918).
255. Pieri Pierina, punti 68, anni 30.
256. Romano Atala, punti 67,50, orfana di guerra, anni 40.
257. Celentano Adelaide, punti 67,50, orf. di guerra, anni 36. (1-1-1914).
258. Boccaletti Genovieffa n. Bazzi, punti 67,50, orfana di guerra, anni 36 (14-12-1914).
259. Cotugno Francesco, punti 67,50, ex combattente, coniugato con due figli.
260. Pulitanò Michele, punti 67,50, coniugato con due figli.
261. Bastiani Lina n. Brandi, punti 67,50, anni 51.
262. Pierdicca Linda, n. Riccardini, punti 67,50, anni 44.
263. Venturi Velma, punti 67,50, anni 36.
264. Riposati Adriana n. Ciai, punti 67,50, anni 33.
265. Cochetti Delia, n. Seghetti, punti 67,50, anni 32.
266. Rossi Anita n. Magoni, punti 67,50, anni 31.
267 Maria Galasso Adriana, punti 67,50, anni 30.
268 Boccasecca Margherita n. Dozzini, punti 67,50, anni 28.
269 Patrizi Albina n. Dall'Orto, punti 67, orfana di guerra, anni 37.
270 Martinelli Gina n. Caramelli, punti 67, orfana di guerra, anni 33.
271 Parma Celsa n. Bandiera Mongoli, punti 67, orfana di guerra, anni 31.
272. Acrino Giovanni, punti 67, ex combattente, due croci al merito di guerra, coniugato con due figli.
273. Maci Lamberto, punti 67, ex combattente, coniugato con due figli.
274. Tancredi Paolo, punti 67, coniugato con cinque figli.
275. Stanzione Amalia, punti 67, anni 48 (20-7-1902).
276. Aliventi Anna n. Tacchi, punti 67, anni 48 (8-12-1902).
277. Calvi Elda n. Generali, punti, 67, anni 44.
278. Sartori Rosa n. Meloni, punti 67, anni 42.
279. Cosseddu Gesuina n. Contù, punti 67, anni 41.
280. Tranquillini Ottavia n. Rigo, punti 67, anni 35.
281. Signorelli Aida n. Ferrara, punti 67, anni 33 (4-7-1917).
282. Paris Aurora, punti 67, anni 33 (22-7-1917).
283. Conversa Claudia, n. Tatò, punti 67, anni 31.
284. Coscelli Bellina n. Zecchetti, punti 67, anni 29.
285. Reali Lola, punti 67, anni 28.
286 Tognoni Severina n. Codoro, punti 66,50, orfana di guerra
287 Rispoli Raffaele, punti 66,50 coniugato con otto figli.
288 Pompini Vandina n. Sorci, punti 66,50, vedova con due figli.
289 Torbidoni Aurora n. Galizi, punti 66,50, anni 32 (26-4-1918).
290. Quarello Alfonsina, punti 66,50, anni 32 (13-10-1918).
291 Bertoni Lea, punti 66,50, anni 31.
292. Roscio Ada n. Bonincasa, punti 66,50, anni 30.
293. Mazzucca Lucia n. De Santis, punti 66,50, anni 29 (18-2-1921).
294. Contucci Alessandra n. Di Bienso, punti 66,50, anni 29 (4-6-1921).
295. Scussolin Riccardo, punti 66, orfano di guerra, coniugato con due figli.
296. Gambini Vandina n. Giuliani, punti 66, orfana di guerra.
297. Pili Fernanda, punti 66, vedova con un figlio.
298. Capponcelli Emilia n. Castellari, punti 66, anni 54.
299. Zimone Domenica n. Privitera, punti 66, anni 47.
300. Rocchi Ida, punti 66, anni 46.
301. Fabbrini Memore, punti 66, anni 38.
302. Ameglio Rosa n. Pero, punti 66, anni 33 (10-2-1917).
303. Duitz Mergherita, punti 66, anni 33 (13-7-1917).
304. Mosca Maria n. Capuano, punti 66, anni 31.
305. Gasparri Ada, punti 66, anni 30.
306. Pucci Lorenza n. Gualino, punti 66, anni 29.
307. Bettini Bruna, punti 65,50, orfana di guerra, anni 35.
308. Aldrighi Clementina, punti 65,50, orfana di guerra, anni 31.
309. Martelli Dina n. Zonarelli, punti 65,50, orfana di guerra, anni 30.
310. Grande Corrado, punti 65,50, ex combattente.
311. Mercati Quinto, punti 65,50, prigioniero di guerra.
312. Siano Gaetano, punti 65,50, coniugato.
313. Susetto Paola n. Oria, punti 65,50, anni 36.
314. Melodia Renata n. Lami, punti 65,50, anni 34.
315. Kinkela Angela, punti 65,50, anni 30.
316. Spizzo Italo, punti 65, coniugato con due figli.
317. Cappucci Luigi, punti 65, anni 64.
318. Bakos Maria n. Knapp, punti 65, anni 46.
319. Di Rosalia Marina, punti 65, anni 38.
320. Dari Mattiacci Giuseppe, punti 65, anni 36.
321. Longo Angela n. Attoma, punti 65, anni 30.
322. Bitti Olga, punti 65, anni 28.
323. Serino Raffaele, punti 64,50, ex combattente, coniugato con tre figli.
324. Campa Angelo, punti 64,50, coniugato con un figlio.
325. Parisio Margherita, punti 64,50, anni 41.
326. Locatelli Valeria n. Tomassich, punti 64,50, anni 34.
327. Corbo Dorina n. Roghi, punti 64,50, anni 31.
328. Gelarda Nunzia, punti 64,50, anni 30.
329. La Micela Michele, punti 64, croce al merito di guerra, coniugato con un figlio.
330. Brunetta Leopoldo, punti 64, ex combattente, coniugato con un figlio.
331. Daviddi Virgilio, punti 64, coniugato con due figli, anni 42.
332. Brilli Varo, punti 64, coniugato con due figli, anni 41.
333. Colella Luigi, punti 64, coniugato senza figli.
334. Zuanier Elena n. Calderan, punti 64, anni 35 (30 marzo 1915).
335. Bagnasco Maddalena, punti 64, anni 35 (3-10-1915).
336. Palla Rosaria n. Geraci, punti 64, anni 30.
337. Lo Grasso Concetta n. Bascone, punti 63,50.
338. Lena Haidèe n. Ronconi, punti 63.
339. Casavecchia Onorina n. Origlia, punti 62,50, orfana di guerra.
340. Rollo Giacobbe, punti 62,50, ex combattente, coniugato con cinque figli.
341. Pesce Letizia n. Fastorino, punti 62,50, anni 47.
342. Orrei Elena, punti 62,50, anni 41.
343. Rocchietti Caterina n. Balbo, punti 62,50, anni 31.
344. Aceto Luigia n. Contardo, punti 62, orfana di guerra.
345. Bertocchi Matilde n. Fabrinzi, punti 62.
346. Ricci Pietro, punti 61,50, ex combattente, coniugato.
347. Zannelli Salvatore, punti 61,50, coniugato con due figli.
348. Comollo Maria, punti 61,50, anni 49.
349. D'Anna Chiara, punti 61,50, anni 43.
350. Porcù Clelia, punti 61,50, anni 36.
351. Prioli Concetta n. Zutta, punti 61,50, anni 31.
352. Cicculo Ester n. Di Maso, punti 61,50, anni 30.
353. Miraglia Francesco, punti 61, invalido, coniugato con cinque figli.
354. Grabelli Andrea, punti 61, orfano di guerra, coniugato con un figlio.
355. Rossetti Immacolata n. Caroscio, punti 61, orfana di guerra, anni 36.
356. Poma Maria, punti 61, orfana di guerra, anni 31.
357. Rocca Angelo, punti 61, ex combattente, coniugato con un figlio.
358. Filolongo Emanuela n. Mazzara, punti 61, anni 38.
359. Carta Giustina n. Bianchi, punti 61, anni 34.
360. Campes Vittoria n. Piras, punti 61, anni 32.
361. De Nigris Rosaria, punti 60,50, orfana di guerra.
362. Foianesi Iolanda n. Piccoletti, punti 60,50, anni 46.
363. Bellabarba Maria Elsa, punti 60,50, anni 44.
364. Reatti Noemi n. Gobbo, punti 60,50, anni 42.
365. Calsolaro Lelia Rita, punti 60,50, anni 39.
366. Cocozza Immacolata n. Quarino, punti 60,50, anni 35.
367. Corvino Rosaria n. Savio, punti 60,50, anni 34.
368. Lanza Antonietta n. Righi, punti 60,50, anni 32.
369. Del Gaia Gesuina n. Locci, punti 60,50, anni 30.
370. Chimenti Rita n. Ghignoni, punti 60,50, anni 29.
371. Alberici Aldegarda n. Ferrari, punti 60, orfana di guerra.
372. Conte Roberto, punti 60, ex combattente, croce al merito di guerra, coniugato con tre figli.

373. Foianesi Luigi, punti 60, coniugato.
374. Carioti Lucia n. Diliberto, punti 60, anni 48.
375. Ceccoli Corinna, punti 60, anni 45.
376. Villani Alessandro, punti 60, anni 33.
377. Scavalli Veccia Renata n. Guglielmi, punti 60, anni 32.
378. Bartolini Desdemona n. Trabalza, punti 60, anni 31.
379. Mercurio Ines n. Torterolo, punti 59,50.
380. Misciatelli Renata n. Pacianti, punti 59, orfana di guerra.
381. Pinazza Lidia n. Susini, punti 59.
382. Terzani Bruna n. Arrighi, punti 55.
383. Nada Maria n. Bario, punti 51,50.

Art. 2.

Nell'ordine della suesposta graduatoria sono dichiarati vincitori del concorso gli aspiranti elencati dal n. 1 al n. 378 incluso della graduatoria medesima.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 13 aprile 1951

Il Ministro: VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 13 *giugno* 1951
Registro Monopoli n. 1, *foglio n.* 246. — TAFURI

(3000)

PREFETTURA DI IMPERIA

Variante alla graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Imperia

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI IMPERIA

Visti i due precedenti decreti in data 30 marzo 1951, n. 7547/San., con i quali è stata approvata la graduatoria delle idonee al concorso per i posti di ostetrica condotta vacanti, bandito il 1° febbraio 1950, e sono state designate le vincitrici dei singoli posti messi a concorso;

Visto che in seguito alla rinuncia dell'assegnataria, ostetrica Teresa Minghirillo, si è resa vacante la condotta di Apricale (in consorzio con Isolabona) e tenuto conto dell'ordine di graduatoria delle concorrenti e delle dichiarazioni di preferenza;

Visti gli articoli 26 e 56 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

L'ostetrica Luciana Dominici residente a Dualchi (Nuoro) è assegnata alla condotta ostetrica di Apricale (in consorzio con Isolabona).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia e all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Imperia, addì 30 maggio 1951

Il prefetto: VILLA SANTA

(2898)

PREFETTURA DI GROSSETO

Graduatoria generale del concorso a un posto di ostetrica condotta vacante nella provincia di Grosseto

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI GROSSETO

Visto il decreto prefettizio n. 14652 Div. 3ª del 10 marzo 1949, col quale fu indetto pubblico concorso per esami e per titoli per l'assegnazione della condotta ostetrica di Roccastrada (capoluogo), vacante alla data del 30 novembre 1947;

Visti i decreti dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica n. 20436-2/10226 e n. 20436-2/12530, rispettivamente in data 28 giugno 1950 e 9 dicembre 1950, relativi alla composizione della Commissione giudicatrice del concorso anzidetto;

Visti i decreti prefettizi n. 2032 Div. 3ª del 31 gennaio 1951 e n. 2033 del 31 gennaio 1951, relativi alla non ammissione al concorso di due aspiranti;

Visto il decreto prefettizio n. 2031 Div. 3ª del 31 gennaio 1951, relativo all'ammissione delle altre cinque aspiranti;

Visto il verbale n. 5 in data 26 febbraio 1951, letto confermato e sottoscritto dalla Commissione, relativo all'idoneità delle candidate;

Visto il testo unico 27 luglio 1934, n. 1265, delle leggi sanitarie e relativo regolamento;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria delle candidate alla condotta di ostetrica condotta in Roccastrada (capoluogo), di cui ai decreti prefettizi citati in narrativa:

1. Salvadori Elsa	punti 112,50 su 150
2. Piccini Assuntina	» 76,75 »
3. Pucci Dina	» 75 — »
4. Dei Dina	» 72,50 »
5. Cappelli Clara	» 62,50 »

Il presente decreto verrà pubblicato a termine di legge.

Grosseto, addì 12 aprile 1951

Il prefetto: ORRÙ

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI GROSSETO

Visto il decreto prefettizio n. 7692 Div. 3ª del 12 aprile 1951, col quale veniva approvata la graduatoria delle candidate al concorso per l'assegnazione della condotta ostetrica di Roccastrada (capoluogo), di cui al decreto prefettizio n. 14652 Div. 3ª del 10 marzo 1949;

Visto il testo unico 27 luglio 1934, n. 1265, delle leggi sanitarie e relativo regolamento;

Decreta:

La candidata sottoindicata è dichiarata vincitrice del concorso specificato in narrativa:

Salvadori Elsa: Roccastrada (capoluogo).

Il presente decreto verrà pubblicato a termine di legge.

Grosseto, addì 12 aprile 1951

Il prefetto: ORRÙ

(2903)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.